



Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-269 du 28 JUL. 2025, mettant en demeure la société PHOSALU de respecter les alinéas IV.2 et IV.3 de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, applicables au site qu'elle exploitait 202, rue des Caboeufs à Gennevilliers.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment ses articles L.171-8, L.511-1, R.512-66-1 et R.512-75-1,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022 portant nomination de monsieur Pascal GAUCI en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général des Hauts-de-Seine,

Vu le décret du 31 octobre 2024 portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté préfectoral DRE n° 2014-36 du 24 février 2014 prescrivant de nouvelles conditions d'exploitation à la société PHOSALU concernant son atelier de traitement de surface situé au 202, rue des Caboeufs à Gennevilliers,

Vu l'arrêté SGAD n° 2024-50 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu le courrier de la société PHOSALU en date du 22 mai 2024 informant le préfet que la date de mise à l'arrêt de ses activités est fixée au 31 août 2024,

Vu le courrier de la société PHOSALU en date du 31 juillet 2024 informant le préfet de la mise à l'arrêt de ses activités le jour même,

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 19 juin 2025 sur le site sis 202, rue des Caboeufs à Gennevilliers, évacué par la société PHOSALU après la cessation d'activité de son installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE),

Vu le rapport en date du 4 juillet 2025 du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France constatant, suite à la visite précitée :

- qu'il est impossible d'ouvrir la barrière d'entrée,
- que le grillage situé à gauche de la barrière est ouvert,
- qu'un passage sur le site est possible depuis l'entreprise voisine,
- qu'une porte « issue de secours » reste ouverte au fond du terrain,
- que des locaux de type sanitaire sont restés ouverts et accessibles sur le site,

Vu le même rapport proposant au préfet de mettre en demeure la société PHOSALU de prendre toutes les mesures réglementaires nécessaires à la mise en sécurité du site après la cessation de ses activités,

Vu le courrier en date du 4 juillet 2025 de monsieur le directeur adjoint de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France transmettant à l'exploitant le rapport du même jour et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que l'article R.512-66-1 du code de l'environnement indique que la cessation d'activité d'une ICPE comporte la mise en sécurité des terrains du site concerné telle que définie à l'article R.512-75-1,

Considérant que l'article R.512-75-1 du code de l'environnement indique que la mise en sécurité d'un site après cessation de ses activités comporte notamment des interdictions ou limitations d'accès (alinéa IV.2) et la suppression des risques d'incendie et d'explosion (alinéa IV.3),

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que la société PHOSALU ne respectait pas les dispositions des alinéas IV.2 et IV.3 de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, dans la mesure où des tiers peuvent pénétrer, circuler et s'installer sur le site et où l'intervention des sapeurs pompiers sur le site est entravée,

Considérant que le non respect des ces dispositions constitue une non-conformité notable,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société PHOSALU (SIRET 562 131 409 00038), représentée par son directeur, pour le site sis 202, rue des Caboeufs à Gennevilliers, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions des alinéas IV.2 et IV.3 de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.

Elle doit corriger les points d'entrée, de circulation et de sortie afin d'empêcher toute intrusion sur le site et en permettre l'accès aux sapeurs pompiers et elle doit fermer les locaux sanitaires afin de prévenir tout acte d'intrusion.

ARTICLE 2 :

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté dans le délai imposé, et indépendamment des poursuites pénales éventuellement engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société.

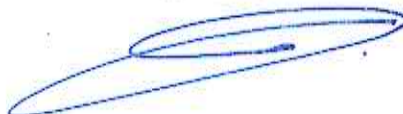
L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

La sous-préfète
secrétaire générale adjointe



Stéphanie MARIVAIN

